



CONVENTION relative au FINANCEMENT d'une ASSOCIATION

Année 2022

Entre DIJON MÉTROPOLE, représentée par son Président en exercice, dûment habilité par délibération du Bureau métropolitain du 21 septembre 2022, ci-après désignée « Dijon Métropole »,

d'une part,

et

La MISSION LOCALE DE L'ARRONDISSEMENT DE DIJON, représentée par son Président, Monsieur Hamid EL HASSOUNI, association régie par la loi du 1er juillet 1901 (N° SIRET 32643134300069) , dont les statuts ont été déposés à la Préfecture de la Côte-d'Or le 6 novembre 1982 et dont le siège social est situé 8 rue du Temple, BP 72874, 21028 DIJON CEDEX, ci-après désignée « l'association »,

d'autre part.

PRÉAMBULE

Attendu qu'aux termes de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et de son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001, l'attribution d'une subvention à un organisme de droit privé doit être formalisée par une convention dès lors que le montant annuel de subventions atteint la somme de 23 000 € .

Attendu que la Mission locale de l'Arrondissement de Dijon est soutenue depuis 20 ans par Dijon Métropole et la Ville de Dijon pour accompagner vers l'emploi durable près de 6 000 jeunes par an de 16 à 25 ans. Elle est présente sur 15 sites dans les communes de la métropole.

Attendu que le siège de l'association est installé au 8 rue du Temple à Dijon depuis 2002. Ce site accueille de nombreux jeunes et regroupe tous les services supports pour permettre de répondre aux besoins des jeunes du territoire.

Attendu que l'association est propriétaire de ces locaux qui, aujourd'hui, ne répondent plus à ses besoins, le nombre de salariés ayant doublé depuis 2002 et les normes d'hygiène et de sécurité ayant évolué.

Attendu que l'association a voté une rénovation de ses locaux en novembre 2021 avec une demande de recherche de subventions pour accompagner ce chantier important de près de 774 000 € TTC.

Attendu que l'association sollicite, pour ce projet de rénovation, l'aide financière de Dijon Métropole.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, conformément à son projet associatif, à poursuivre le projet de rénovation de son local professionnel situé au 8 rue du Temple à Dijon.

Pour sa part, Dijon Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ce projet.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

Article 3 : Montant de la subvention

La subvention attribuée à l'association s'élève à la somme totale de **50 000 €**.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera mandatée en totalité sur présentation, par l'association, à la Direction des Finances, des justificatifs des dépenses réalisées.

La subvention sera créditée sur le compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Article 5 - Justificatifs

L'association s'engage à fournir à Dijon Métropole, les justificatifs des dépenses réalisées dans le cadre de son projet de rénovation des ses locaux situés 8 rue du Temple à Dijon.

Article 6 – Autres engagements

6.1 L'association informe sans délai Dijon Métropole de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

6.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard significatif dans la mise en œuvre de la présente convention, l'association en informe Dijon Métropole sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

6.3 L'association s'engage à faire figurer de manière lisible, sur tous les supports et documents (papier et numériques) produits dans le cadre de la présente convention :

- . l'identité visuelle de Dijon Métropole,
- . ainsi que le lien du site Internet de Dijon Métropole, à savoir <https://www.metropole-dijon.fr>.

6.4 Dijon Métropole ayant obtenu, en 2018, le label Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes et le label Diversité, souhaite engager, dans cette dynamique, le tissu associatif local. Aussi, l'association veillera, dans le cadre de son fonctionnement interne et dans le cadre des actions financées par Dijon Métropole, à :

- . respecter et faire respecter, le cas échéant, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,
- . respecter et faire respecter, au delà de l'égalité professionnelle, toute forme d'égalité entre les femmes et les hommes (concernant par exemple la représentation au sein du bureau, l'accès à la pratique sportive, les dotations et récompenses sportives, l'accès aux droits, la nature du projet ou des activités proposés ...),
- . promouvoir la diversité en prévenant toute forme de discrimination (discrimination fondée sur l'origine, l'âge, l'identité de genre, l'état de santé ou le handicap ...).

6.5 La loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, a institué le contrat d'engagement républicain. Son décret d'application n°2021-1947 du 31 décembre 2021 approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État, en détermine le contenu.

Conformément à la loi du 24 août 2021 précitée, l'association, en souscrivant au contrat d'engagement républicain lors du dépôt de ses demandes de subventions, s'engage :

- « 1° à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
- 2° à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
- 3° à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Comme le précise également le décret d'application susvisé, l'association « en informe ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site Internet, si elle en dispose ». Elle veille à ce que les engagements qu'elle a souscrits dans le contrat d'engagement républicain, soient respectés « par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles ».

Tout manquement aux engagements souscrits au titre dudit contrat, commis entre la date à laquelle la subvention a été accordée et le terme de la période définie par Dijon Métropole en cas de subvention de fonctionnement ou l'issue de l'action subventionnée en cas de subvention affectée, est de nature à justifier le retrait de cette subvention. Le retrait portera alors « sur un montant calculé au prorata de la partie de la période couverte par la subvention qui restait à courir à la date du manquement ». Les mêmes règles sont applicables aux subventions en nature.

Article 7 - Sanctions

7.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de Dijon Métropole, celle-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

7.2 Dijon Métropole informe l'association de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 – Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par Dijon Métropole et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, les autres parties peuvent y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 – Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention ou de ses avenants éventuels, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 10 - Recours

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Dijon.

Fait à Dijon, le

Pour DIJON MÉTROPOLE,
Le Président,

Pour la MISSION LOCALE,
Le Président,

François REBSAMEN

Hamid EL HASSOUNI